

EVÉNEMENT

POLLUANTS ÉTERNELS En Haute-Savoie, Tefal de mauvaise poêle

🕒 4 min • Par Maïté Darnault Envoyée spéciale à Rumilly (Haute-Savoie)



Rassemblement de salariés de l'usine Tefal de Rumilly, mercredi devant l'Assemblée nationale.
Photos Denis Allard

Examinée ce jeudi à l'Assemblée, une proposition de loi pour interdire les Pfas fait l'objet d'un lobbying du groupe SEB. A Rumilly, plus grosse implantation française de sa marque de poêle, il veut financer en partie la station de traitement de l'eau polluée.

Il ne reste que quelques places au bout du parking. Sous un barnum blanc, des centaines de cartons ont été savamment agencés : friteuses sans huile, appareils à raclette, batteries de poêles... Une caverne aux merveilles du petit électroménager et des articles culinaires, à prix cassés. Ce vendredi à Rumilly (Haute-Savoie), nombre d'habitants se pressent à la braderie de printemps de Tefal pour remplir leur coffre de paquets rutilants. Mais cette année, la magie

consomériste s'est voilée d'une ombre. Mercredi, la boutique de déstockage de la marque de la multinationale SEB a «exceptionnellement» fermé, «en raison de la mobilisation de Tefal contre une proposition de loi débattue [jeudi] à l'Assemblée nationale», a annoncé le groupe.

Bus affrétés

Ce jeudi à l'Assemblée, les députés se penchent sur le texte de l'élus Les Ecologistes Nicolas Thierry, qui vise l'interdiction en 2026 des Pfas, substances chimiques créées par l'homme pour façonner des ustensiles de cuisine, des textiles ou des cosmétiques. Cette initiative fait suite à la révélation en France, depuis deux ans, d'une pollution massive à ces substances per- et polyfluoroalkylées. Ces «polluants éternels» ont été retrouvés en quantités démesurées dans l'eau, les sols et l'air aux abords de sites industriels tels que la vallée de la chimie, au sud de Lyon, ou l'agglomération de Rumilly, point chaud de cette pollution chimique et plus grosse implantation française de Tefal.

Aux Etats-Unis, le scandale a éclaté il y a plus d'une décennie. En Europe, il peine à émerger. En France, ce qui va se jouer au Palais-Bourbon pourrait agir comme un révélateur de la force de frappe des lobbys de la chimie. Tefal n'a pas lésiné sur la communication de crise, abondamment relayée par Force ouvrière, le syndicat majoritaire à Rumilly. Délégué de l'organisation, Riad Boulassel, ne se cachait pas, vendredi, de répondre aux interviews en récitant «l'argumentaire du groupe en réponse à l'argumentaire de Nicolas Thierry». Mercredi, des bus ont été affrétés aux frais du patron pour acheminer à Paris des centaines de salariés depuis une dizaine de sites de production de l'Hexagone. Afin que «l'ensemble de l'entreprise» manifeste «pour la défense de ses emplois, de son savoir-faire et de l'excellence industrielle française», a indiqué Tefal. Des élus de la région de Rumilly ont aussi fait le voyage, jugeant le texte de loi «contre-productif», bien qu'ils se disent «soucieux des questions environnementales».

«Cancérogène»

Même le Premier ministre, Gabriel Attal, interpellé ce mercredi par une députée écologiste à l'Assemblée sur la dangerosité des Pfas, a semblé relativiser l'urgence en changeant de cible et d'échelle, vantant le «levier européen» pour «réduire la présence de ces molécules, notamment dans les emballages alimentaires». En se gardant bien d'évoquer le dossier Tefal.

A Rumilly, autoproclamée «capitale mondiale de la poêle», la première usine a vu le jour en 1961. Désormais, les ateliers s'étendent sur 160 000 m² et emploient près de 2 000 personnes, sans compter les sous-traitants. Dans cette commune de 16 000 habitants, plusieurs générations d'ouvriers continuent de pointer sur les chaînes du premier sponsor des clubs locaux de foot et de rugby. Mais à l'automne 2022, la préfecture de la Haute-Savoie a décelé dans une nappe phréatique des «teneurs significatives» de Pfoa, un Pfas classé «cancérogène possible» pour les humains par le Centre international de recherche contre le cancer. Dans trois des quatre points de prélèvement, elles étaient «1,5 fois supérieures à la valeur sanitaire maximale» de l'eau potable.

Interdit en 2020 en France, le Pfoa a été employé par Tefal jusqu'en 2012 pour fabriquer des revêtements antiadhésifs. Hormis le leader de l'électroménager, quatre sources de cette contamination persistante sont suspectées dans la région : l'usine de skis de Salomon fermée fin 2008, une tannerie en activité jusqu'en 2015 et deux anciennes décharges publiques, où des boues industrielles ont pu être déversées. Or le 18 mars, Tefal a annoncé vouloir participer aux coûts de fonctionnement de la nouvelle station de traitement d'eau de la communauté de communes de Rumilly (CCRTS). Manière, pour le bienfaiteur historique, de soigner son image ou cas d'école du principe du pollueur-payeur ? Cette décision - une exception en France - n'est pas «la reconnaissance d'une culpabilité», évacue Cathy Pianon, directrice générale des affaires publiques et de la communication de SEB.

Il s'agirait pour l'industriel de témoigner d'un «esprit de responsabilité», d'être «en avance de phase» pour «faire partie d'une solution globale». Et aussi de se démarquer de Salomon, mis en demeure cet automne par le préfet de la Haute-Savoie pour ne pas avoir respecté ses engagements en matière de

surveillance des eaux souterraines. En 2022, lorsque la présence inquiétante de Pfas a été mise au jour, la communauté de communes avait dû déconnecter en urgence deux captages d'eau. En décembre 2023, l'un d'eux a été remis en service grâce à la construction d'une station de traitement. Entouré de champs, le site se résume à un local technique et de grosses vannes reliées à deux énormes bonbonnes. Elles renferment les filtres aux charbons actifs qui traitent chacun 80 m³ d'eau par heure. A ce jour, les teneurs en Pfas à leur sortie sont «inférieures aux seuils de détection. L'eau est donc conforme», selon la préfecture de la Haute-Savoie.

«Aubaine économique»

La construction de cet équipement a coûté pas moins d'1,5 million d'euros, payés pour moitié par le département, par l'Etat et la CCRTS pour un quart chacun. Son entretien annuel est estimé à 360 000 euros - la somme, donc, que SEB propose de financer. Une paille pour le géant dont le chiffre d'affaires a atteint 8 milliards d'euros en 2023. «On a pris acte, tout argent est bon à prendre», salue Serge Deplante, vice-président de la CCRTS, en charge de l'eau et de l'assainissement, une compétence dont le budget annuel représente le tiers de celui de la collectivité. «Ici, on n'a rien contre les industriels», précise l'artisan retraité, pour qui Tefal demeure une «aubaine économique pour le canton». Même si l'offre de SEB a devancé la mise au point d'une solution comptable appropriée. «Ce n'est pas si simple de savoir comment une collectivité peut intégrer un apport privé dans un budget de fonctionnement, relève-t-il. Il faut qu'on cale ça dans un contexte juridique.» Chez SEB, Cathy Pianon avance la possibilité, «peut-être», d'un «don».

A Rumilly, aucune action en justice n'est «à l'ordre du jour», indique l' élu. Le 19 mars, la métropole de Lyon a, elle, assigné en référé expertise les sociétés Arkema et Daikin devant le tribunal judiciaire afin de déterminer le degré de responsabilité de ces industriels dans la pollution aux Pfas et d'exiger réparation. «Nous, on s'est concentré sur le fait de donner de l'eau potable aux usagers, souligne Serge Deplante. Et on n'a pas les mêmes moyens qu'une grosse métropole, ce sont aussi des choix politiques.» Un aveu de dépendance

surtout : employeur prospère et contribuable de premier rang pour la collectivité, Tefal est également un abonné prodigue de son service de l'eau.



Ailleurs sur Cafeyn



Challenge^s

Comment la marque Tefal planche sur l'après Teflon pour ses poêles antiadhésives

Pressée par une nouvelle proposition de loi européenne visant à interdire...

8 mars 2023 - Durée : 2 min



Challenge^s

Tefal se détache du Teflon

Pressée par une nouvelle proposition de loi visant à interdire ce matériau, la marque du groupe Seb mise sur la céramique pour le remplacer. Si le...

9 mars 2023 - Durée : 2 min

